

Le projet conjoint de télécatalogage en coopération des universités du Québec et de l'Ontario (TELECAT — COOP)

Rosario de Varennes

Volume 20, numéro 2, juin 1974

Automatisation et coopération

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

de Varennes, R. (1974). Le projet conjoint de télécatalogage en coopération des universités du Québec et de l'Ontario (TELECAT — COOP). *Documentation et bibliothèques*, 20(2), 69–76. <https://doi.org/10.7202/1055677ar>

Résumé de l'article

En 1968 en Ontario et en 1970 au Québec naissent différents projets visant à établir une meilleure coordination des services et des ressources des bibliothèques universitaires. Un de ces projets, conçu en mai 1973, vise à la concrétisation d'une formule de télécatalogage en coopération entre les universités du Québec et de l'Ontario. Après avoir décrit le contexte historique qui a entraîné l'élaboration de ce projet, l'auteur en fait une description succincte (détails techniques d'opération, problèmes de bilinguisme, etc.). L'échéancier a été respecté puisque la deuxième étape devant conduire à l'installation des périphériques et à leur utilisation réelle sera, tel que prévu, complétée sous peu. Cette concertation des efforts devrait entraîner, à long terme, une amélioration considérable au plan de la qualité des services.

Le projet conjoint de télécatalogage en coopération des universités du Québec et de l'Ontario (TELECAT – COOP)

Rosario de Varennes

Conseiller à l'analyse et à l'automatisation des services

Bibliothèque de l'Université Laval

Directeur du Groupe de travail «ad hoc»* de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)

En 1968 en Ontario et en 1970 au Québec naissaient différents projets visant à établir une meilleure coordination des services et des ressources des bibliothèques universitaires. Un de ces projets, conçu en mai 1973, vise à la concrétisation d'une formule de télécatalogage en coopération entre les universités du Québec et de l'Ontario. Après avoir décrit le contexte historique qui a entraîné l'élaboration de ce projet, l'auteur en fait une description succincte (détails techniques d'opération, problèmes de bilinguisme, etc.). L'échéancier a été respecté puisque la deuxième étape devant conduire à l'installation des périphériques et à leur utilisation réelle sera, tel que prévu, complétée sous peu. Cette concertation des efforts devrait entraîner, à long terme, une amélioration considérable au plan de la qualité des services.

Contexte historique et organisationnel

Ontario

En 1968, l'ensemble des universités ontariennes acceptaient, en principe, la recommandation conjointe du Council of Ontario Universities (COU) et du Committee on University Affairs (CUA) pour l'établissement d'un système coopératif de bibliothèques universitaires. Ce système prévoyait, au niveau du premier cycle, des services autonomes de bibliothèque mais, au niveau des deuxième et troisième cycles et de la recherche avancée, des services interdépendants, et prenait pour acquis une coordination, voire même une centralisation des services techniques, le recours à l'automatisation dans tous les cas appropriés et des facilités centrales d'entreposage pour le matériel de bibliothèque le moins fréquemment utilisé.

Toutefois, ce n'est qu'en avril 1972 qu'on déboucha sur des actions concrètes alors que six universités ontariennes établirent, à l'amiable, des ententes de travail en coopération, ententes bientôt étendues en 1973 à onze institutions. On visait d'abord la création de catalogues collectifs de collections spéciali-

sées comme les documents officiels, les périodiques, etc. En avril 1973, au moment de la rédaction de *A Proposal*¹ qu'on pourrait appeler la charte du nouveau système coopératif dénommé OULCS (Ontario Universities' Library Cooperative Systems) quatre projets étaient déjà en marche, soit ceux concernant les publications officielles (Documents Project), les cartes géographiques (Maps Project), les périodiques (Serials Project) et les vedettes-matière (Subject Headings Project).

«Monograph Demonstration Project»

Par ailleurs, on travaillait fébrilement à la mise en forme d'un cinquième projet, plus essentiel et plus considérable que les autres, soit une expérience-pilote de catalogage en coopération et en mode conversationnel avec l'ordinateur, devant aboutir, entre autres, à la création d'un fichier collectif de notices ordnolingués. Le projet, appelé «Monograph Demonstration Project» et devant s'étaler sur dix-huit mois, de juillet 1973 à décembre 1974, vise cinq objectifs principaux: 1) faire la preuve de la praticabilité du système pour la communauté universitaire ontarienne; 2) offrir des outils améliorés de catalogographie, y compris: a) l'accès à des sources bibliographiques jusque-là non disponibles; b) l'accès au fichier commun développé par tous les participants;

* Composition du Groupe de travail: Rosario de Varennes, président, Université Laval; Mark Molik, McGill University; Jean-Paul Gonin, CREPUQ; Yves Ducharme, Université de Montréal, jusqu'en 1973; Pierre Deslauriers, Université de Montréal, à partir de 1974; Richard Greene, jusqu'en 1973; Hubert Perron, CREPUQ, à partir de 1974.

1 *A Proposal for the Establishment of a Cooperative Library System for the Ontario Universities*. Report from the Board for Library Coordination to the Council of Ontario Universities, April 1973, 40 p.

c) la capacité de produire automatiquement des fiches et des listes; d) la capacité de produire automatiquement des produits connexes comme des fiches de volume, des étiquettes pour le dos, etc.; e) l'accélération du cycle de production; 3) fournir les services susmentionnés à un coût sensiblement réduit par rapport aux coûts habituels; 4) éliminer le plus possible le dédoublement dans les activités catalographiques des institutions participantes et faire un meilleur usage de la main-d'œuvre professionnelle qualifiée; 5) créer un fichier collectif susceptible de permettre une meilleure rationalisation du développement des collections et des programmes académiques. Evidemment, on peut escompter tirer bien d'autres avantages de ce système au niveau de la sélection et de l'acquisition, de la recherche bibliographique, du catalogage, du prêt interne et interbibliothèques, de la gestion administrative, etc.

UTL vs OCLC

Le système, conçu pour accommoder d'autres clientèles que les universités, par exemple, les bibliothèques de collège et publiques, et pour s'ajuster avec d'autres réseaux provinciaux, régionaux et, éventuellement, un système national, s'appuie sur le support informatique de la Bibliothèque de l'Université de Toronto² en vigueur à l'intérieur de cette institution depuis mai 1970 — «UTL/MARC Service I, II» — et offert à la clientèle externe depuis le 10 décembre 1971 — «UTL/External MARC Record Services» comprenant le précédent, MARC/SDI Service et «UTL/Online Record Service», ce dernier étant le plus approprié à l'expérience-pilote en question.

Le seul autre choix valable qui s'offrait était le système en direct du Ohio College Library Center (OCLC)^{3,4} en vigueur depuis la fin de 1971. Une étude de simulation poursuivie en juin et juillet 1972 démontra que ce système américain pouvait répondre à la plupart des besoins catalographiques des bibliothèques

ontariennes, tout en permettant des économies. Néanmoins, il ne rencontrait pas plusieurs exigences canadiennes. Ainsi, OCLC ne produit que des fiches de catalogue; il ne peut accommoder que le seul format MARC II du L.C.; il n'a pas développé de fichiers de vedettes officielles; il ne permet pas encore la recherche documentaire par sujets; il donne la préséance absolue à une notice MARC américaine sur une notice originale déjà emmagasinée; il n'a pas suffisamment développé de normes communes avec ses usagers et ne permet pas l'affichage en direct des fichiers individuels des institutions même s'ils sont conservés à l'instar de fichiers historiques et exploitables en différé; ce qui explique, avec le manque de fichiers des vedettes officielles, le dédoublement progressif des entrées dans la banque; enfin, comme le MARC américain, il ne comporte pas de mécanisme pour le traitement automatique des sous-notices et des équivalences bilingues.

C'est pourquoi l'on opta pour le système de l'Université de Toronto qui répond mieux à toutes ces exigences. Ainsi, son format interne à 2000 étiquettes accommode déjà les MARC américain, britannique (BNB) et canadien et peut accepter, sans difficulté, les autres structures nationales en préparation. De plus, il n'est pas limité à un support en particulier, c'est-à-dire qu'il permet aussi bien, par exemple, l'enregistrement des monographies que des périodiques. Tout en acceptant largement les notices MARC II américaines comme normatives, il privilégie d'autres notices source, des notices américaines enrichies ou des notices originales selon le cas, dans une optique définie de construction d'une banque de données collectives bilingues régie par les *Règles anglo-américaines de catalogage* et faisant appel aux ressources particulières du MARC canadien. À cette même fin, le système de Toronto, par un jeu approprié d'interconnexion de fichiers, permet la consultation directe tant des fichiers-source et du fichier collectif que des fichiers particuliers des participants, dans les limites toutefois, pour ces derniers, des restrictions imposées par chacun. Le système envisage, dès le départ, la constitution de fichiers des vedettes officielles et le développement d'une routine de recherche par sujet; enfin, il est en mesure d'offrir une plus grande variété de produits et d'une plus haute qualité technique, grâce en particulier aux possibilités de son imprimante graphique.

«Office of the OULCS»

Avec le lancement d'un cinquième projet, on a jugé nécessaire, pour la surveillance et

2. University of Toronto. Library. Library Automation Systems, *University of Toronto Library, Library Support Services; Overview*. January 2, 1973, pag. var. (LAS/US — 73001)

3. Frederick G. Kilgour, Philip L. Long, Alan L. Landgraf and John A. Wyckoff, «The Shared Cataloging System of the Ohio College Library Center», *Journal of Library Automation*, vol. 5, no. 3 (Sept. 1972), 157-183.

4a. Judith Hopkins, «The Ohio College Library Center», *Library Resources and Technical Services*, vol. 17, no. 3 (Summer 1973), 308-319.

4b. Frances Ohmes and J.F. Jones, «The Other Half of Cataloging», *Library Resources and Technical Services*, vol. 17, no. 3 (Summer 1973), 320-329.

l'animation efficaces des réalisations concrètes, l'établissement d'un bureau de gestion d'OULCS (Ontario Universities' Library Cooperative Systems) chargé de promouvoir la coopération entre les bibliothèques universitaires, de développer un système bibliographique valable pour l'ensemble des bibliothèques et d'assurer la liaison avec d'autres réseaux régionaux, nationaux et internationaux. Ce nouveau bureau, relevant directement du Council of Ontario Universities (COU), assume donc la direction immédiate des projets en cours en s'inspirant toutefois des directives élaborées par le Board for Library Coordination et ses comités-conseils pour la rationalisation des systèmes (Advisory Systems Committee), des collections (Collection Policy Committee) et des programmes académiques (Advisory Committee on Academic Planning — ACAP). Le directeur d'OULCS est d'ailleurs membre d'office, mais sans droit de vote, du Board for Library Coordination, organisme parallèle à l'Ontario Council of University Librarians (OCUL); le statut de ce dernier corps est mal défini à l'intérieur de cette structure assez complexe. Les activités du bureau et l'expérience-pilote de catalogage en coopération, impliquant au départ six universités de l'Ontario, sont subventionnées par le ministère ontarien des Affaires collégiales et universitaires.

Québec

Le 5 février 1970, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) acceptait le rapport⁵ préparé, à sa demande, par le Comité de coordination des bibliothèques universitaires (maintenant le Sous-comité permanent des bibliothèques) sur «un plan de développement faisant état des actions envisagées par le Comité et des priorités à établir en vue d'une meilleure coordination des bibliothèques universitaires du Québec». Le rapport en question s'appuyait sur un volumineux dossier de travail élaboré à la suite d'un questionnaire et de visites par deux coordonnateurs, J.-Octave Bégin, de l'Université Laval et Jean Roy, de l'Université de Montréal, et faisait état d'une rencontre conjointe des membres du Comité de coordination avec ceux de l'Ontario Council of University Librarians (OCUL) le 6 octobre 1969.

Les recommandations mises de l'avant pour un programme quinquennal d'étude et

5. Comité de coordination des bibliothèques universitaires du Québec, *Programme d'étude et d'action des bibliothèques universitaires pour les cinq prochaines années*. Rapport à la conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, 18 novembre 1969, 13 p.

d'action proposaient, entre autres, un inventaire approfondi des collections, un catalogue collectif de périodiques, l'étude de la création d'un centre bibliographique provincial tenant compte de l'existence du Centre bibliographique national d'Ottawa, l'automatisation des services axée sur les développements nationaux et même internationaux, particulièrement le MARC II (Machine-Readable Cataloging) du L.C., enfin l'établissement d'une structure appropriée pour la mise en place et le fonctionnement efficace «d'un réseau coordonné de bibliothèques universitaires».

Plusieurs réalisations sont nées de ce rapport, par exemple le lancement du service de messagerie PEBUQUILL, la normalisation des règlements des diverses bibliothèques, un premier essai d'un catalogue collectif de périodiques semi-automatisé, la création d'un comité pour la rationalisation des collections, d'un comité des services techniques et de bien d'autres, la nomination d'un agent de recherche et de planification à plein temps, etc.

Toutefois, l'initiative la plus prometteuse suscitée par ce nouvel esprit de coopération fut, sans nul doute, le projet de centrale de catalogage pour les constituantes de l'Université du Québec, projet entrepris à l'automne 1971 sous la commandite du ministère de l'Éducation et qui devait servir de prototype aux autres institutions. Malheureusement, divers incidents de parcours — élargissement du mandat à l'ensemble des bibliothèques d'enseignement du Québec après la remise du premier rapport de juin 1972^{6,7}, passage sous l'égide du CESIGU démantelé peu après la remise d'un second rapport en mars 1973^{8,9,10}, retrait impromptu de l'Université du Québec de la CREPUQ quelques semaines plus tard — sans compter une opposition interne au projet venant des promoteurs d'une banque de données-maison à l'UQAM, BADADUQ (Banque de données en accès

6. Université du Québec. Commission des communications. Groupe de travail: Centrale de catalogage, *Rapport intérimaire*. Juin 1972, Québec, Siège social, U.Q., 2 v.

7. Centrale de catalogage, *Définition du mandat*. Plan de travail, 13 novembre 1972, pag. var.

8. Centrale de catalogage, *Rapport d'étape et recommandations du Groupe de travail ad hoc*. Présenté au CESIGU (Comité d'élaboration d'un système d'informatique et de gestion des universités). Québec, 26 mars 1973, 2 v.

9. Centrale de catalogage, *Rapport spécial du Groupe de travail sur une expérience-pilote avec l'Ohio College Library Center...*, Québec, 26 mars 1973, 5 p.

10. Centrale de catalogage, *Rapport spécial du Groupe de travail sur une expérience-pilote avec l'Ontario Universities Library Cooperative Systems*, Québec, 13 avril 1973, 8 p.

direct de l'Université du Québec)¹¹, firent que le projet demeura à l'état d'ébauche.

Néanmoins, la suggestion finale d'une expérience-pilote à mener avec l'un ou l'autre des deux seuls systèmes valables actuellement en vigueur, celui d'OCLC aux États-Unis et celui d'OULCS au Canada, fut retenue dans deux nouveaux projets parallèles en bonne partie, soit CIDBEQ (Centre d'informatique documentaire des bibliothèques d'enseignement du Québec)¹² lancé en mai 1973 sous l'égide du Service général des moyens d'enseignement (SGME) du ministère de l'Éducation du Québec, et le projet conjoint de télécatalogage en coopération des universités du Québec et de l'Ontario inauguré le 1er juillet 1973.

TELECAT — COOP

Au Québec, ce dernier projet s'appuie sur la résolution 73-CA-70-R-15¹³ du 14 juin 1973 du Conseil d'administration de la CREPUQ portant sur l'automatisation des bibliothèques, et est financé de façon spéciale par les bibliothèques des universités membres de la Conférence. A noter qu'au moment de l'adoption de cette résolution, l'Université du Québec et ses constituantes ne faisaient plus partie de l'organisme. L'expérience-pilote, impliquant au départ Laval et McGill, est confiée à un groupe de travail de quatre membres appuyé par le groupe de travail des Services techniques agissant à titre de comité d'usagers. Le groupe de travail fait rapport au Sous-comité permanent des bibliothèques comme à son comité directeur et, par son truchement, au Comité permanent des affaires académiques et finalement au Conseil d'administration de la CREPUQ. Enfin, l'agent de recherche et de planification du Sous-comité des bibliothèques agit à titre de secrétaire du groupe de travail.

Philosophie sous-jacente

Il ressort, à l'évidence, du survol historique précédent que l'expérience en cours s'insère dans la nouvelle politique de coordination des ressources et des services mise de l'avant par

les bibliothèques universitaires du Québec et de l'Ontario ces dernières années, et vise à en être un outil privilégié de réalisation dans le domaine primordial, et par ailleurs si onéreux, du traitement bibliographique. Dans une province comme dans l'autre, quoique à l'intérieur de structures légèrement différentes, les responsables de bibliothèque ont le souci commun de réduire au minimum le doublement des opérations catalographiques, tout en rendant le plus accessible possible un large éventail des sources bibliographiques existantes en vue d'une rationalisation du développement des collections qui recoupe le plus étroitement possible la concentration interuniversitaire des programmes académiques.

Description succincte

Catalogage en coopération

Tout d'abord, il convient de dissiper une fausse impression que plusieurs ont pu garder depuis le lancement du projet de centrale de catalogage de l'Université du Québec à l'automne 1971. En l'occurrence, l'expérience envisagée constitue une tentative de catalogage en coopération en temps réel et en mode conversationnel avec l'ordinateur (On-line Shared Cataloguing Project) ou encore un essai de télécatalogage en coopération, à la façon de l'opération actuelle du système OCLC. Il ne s'agit donc pas d'une centrale à proprement parler où seraient regroupées les opérations et d'où seraient expédiés certains produits finis comme dans le cas du College Bibliocentre de Toronto ou de la Centrale des bibliothèques de Montréal. Au contraire, les opérations se continuent normalement au niveau de chaque institution participante, mais chacune étant reliée directement par télé-informatique à une banque centrale de données et pouvant y ajouter ses propres informations rendues ensuite accessibles aux autres, certaines normes communes ayant toutefois été strictement observées, il se constitue graduellement un réseau interactif où chacun s'enrichit davantage et se libère de plus en plus de travail à mesure même que grossit le fonds commun. Évidemment, on peut aussi offrir, au choix, toute une gamme de produits de sortie. Notons encore que même si, au départ, l'expérience porte sur les monographies (Monograph Demonstration Project) cet objectif n'est nullement limitatif car le format informatique utilisé s'accommode déjà d'autres catégories de documents et est, en fait, conçu «multimedia», si bien qu'on peut envisager la constitution éventuelle d'une banque de données sur les documents audiovisuels à partir de ce système.

11. Claudine Sotiau-Granger, *BADADUQ, Système de repérage de l'information*, 10 mai 1973, Montréal, UQAM, [12] p.

12. «CIDBEQ en marche», *Information CB* (Centrale des bibliothèques) no 4 (octobre 1973), 15 p.

13. Mémo de Richard Greene, agent de recherche et de planification, le 27 juin 1973, aux membres du Sous-comité permanent des bibliothèques, concernant l'automatisation des bibliothèques. 2 p.

Aspect bibliographique

Derechef, il convient de dissiper ici une autre fausse impression qu'ont pu retenir des premières visites à Toronto certains membres du groupe québécois, à savoir: la banque ne contiendra pas, au départ, les fichiers rétrospectifs ordinolingues des institutions participantes ontariennes qui en possèdent déjà, soit ceux de Guelph, de York et particulièrement de l'Université de Toronto, même s'il est entendu qu'ils y seront versés graduellement au fur et à mesure de leur conversion au nouveau format commun accepté dans le système, et contre dédommagement à négocier en temps opportun. A retenir que, dans le cas de Toronto, il s'agit de quelque 700,000 notices.

Ainsi donc, lors du démarrage de l'opération, les institutions participantes, huit en tout, auront essentiellement à leur disposition, directement accessibles à distance, les fichiers-sources ordinolingues du MARC II américain, du MARC britannique (BNB) et du MARC canadien^{14,15} auxquels s'ajouteront éventuellement d'autres MARC nationaux, et d'abord le MARC français, la banque d'Information Dynamics Corporation jusqu'ici disponible sur microfiches (MCRS — Micrographic Catalog Retrieval System) mais désormais offerte en accès direct à l'intérieur du réseau BIBNET (Bigliographic Network) depuis juin 1974, etc. A partir de ces dossiers-sources, enrichis au besoin pour les rendre conformes aux normes bibliographiques communes acceptées par l'ensemble¹⁶, ou à partir d'entrées originales établies selon les mêmes normes, se constituera progressivement un fichier collectif, fichier le plus important du système, auquel se grefferont pour ainsi dire les informations propres aux institutions particulières ou fichiers des variantes individuelles. Il faudra établir un mécanisme de surveillance d'application des normes pour assurer une croissance harmonieuse de ce fonds commun, pour régler les interprétations litigieuses, pour juger de certaines priorités d'entrée, etc.

Variantes; bilinguisme

Un point particulièrement délicat du système, mais qui pourrait en constituer l'originali-

té, concerne le contrôle bibliographique de l'information catalographique en plus d'une langue, en l'occurrence l'anglais et le français. Il s'agit de trouver la façon, sinon la plus économique du moins la plus pratique, d'emmagasiner cette information sans doubler les notices tout en assurant la possibilité de sorties automatiques dans l'une ou l'autre langue. En attendant la constitution de fichiers des vedettes officielles de noms et de sujets avec leurs équivalences, qui pourraient servir de tables de référence-machine à partir desquelles on pourrait générer automatiquement les variantes voulues — sans doute la solution idéale et déjà appliquée par exemple dans le système de la New York Public Library, quoique dans un contexte de catalogage unilingue — on se propose d'utiliser au maximum les jeux d'équivalences et de références automatiques permis au niveau des étiquettes 9XX du MARC canadien¹⁷. Ajoutons que le groupe ontarien compte particulièrement sur sa contrepartie québécoise pour le développement de cet aspect du système, comme d'ailleurs la Bibliothèque nationale du Canada compte sur les bibliothèques francophones pour l'exploitation bilingue du Marc canadien, maintenant dans sa phase finale d'expérimentation.

Toutes ces initiatives se tiennent et se complètent, ce qui explique la participation de groupe des membres du projet de catalogage en coopération à l'expérience-pilote du MARC canadien inaugurée le 2 novembre 1973, et l'entente signée récemment entre la BNC et l'Université Laval pour développer, de concert avec d'autres institutions canadiennes, particulièrement l'Université de Montréal, un répertoire-type de vedettes-matière en français avec les équivalences réciproques de l'anglais au français, répertoire destiné à constituer un des fichiers des vedettes officielles du système.

Aspect informatique

Tel que mentionné précédemment, l'expérience s'appuie sur le support informatique de la Bibliothèque de l'Université de Toronto modifié pour répondre aux objectifs du nouveau système. Cette modification se rapporte surtout à un nouveau programme de gestion des fichiers (Data Base Manager) qui tient compte du format MARC canadien — y compris les étiquettes 9XX — des exigences du fichier

14. Jean-Paul Gonin, *Étude du système de catalogage partagé de l'Université de Toronto*. Dossier de travail préliminaire, Septembre 1973, 4 p.

15. Mark Molik, *Study of University of Toronto Library Shared Cataloguing System*. Working Paper-Draft, September 1973, 3 p.

16. OULCS, *Union Catalogue Standards*. March 1973. Rev. and updated: 1 October 1973, 13 November 1973, 26 January 1974, 26 p. Autres révisions en cours.

17. *Format de communication du MARC canadien: monographies*, Ottawa, Bureau MARC canadien, Direction de la recherche et de la planification, Bibliothèque nationale du Canada, 1973, 91 p., annexes A-J (Information Canada. No de cat. SN3-27/1973). Textes anglais et français sous une même couverture.

collectif normalisé et des priorités déterminées pour les divers fichiers. Le programme fournit des clés d'accès à ces derniers par numéros de contrôle bibliographique (indices de classification, numéros de fiches LC, ISBN, etc.), par titres précis ou par mots d'auteurs/titres; il reste à développer une approche par sujets ou descripteurs. A noter que le système OCLC en est au même point sous cet aspect. Le programme permet encore une recherche documentaire sélective en direct limitée aux indices de classification pour le moment, donc moins raffinée que celle offerte à la Bibliothèque nationale du Canada par SELDOM (Selective Dissemination of MARC), quoique en différé. Le programme offre également le choix de toute une variété de sorties sur demande, par exemple notices en l'un ou l'autre format national, notices avec variantes tirées des étiquettes 9XX pour le français ou l'anglais, et encore sous forme de fiches, de listes ou de bandes magnétiques.

Imprimante graphique

Il faut signaler ici une particularité du système, à savoir l'utilisation d'une imprimante graphique (Xerox Graphic Printer) plutôt que d'une imprimante régulière à chaîne de caractères, même riches, pour les sorties sur papier, fiches ou listes¹⁸. Le système, très flexible — jouant sur une matrice de 306 points au pouce — permet de préparer, pour chaque programme, toute une variété de caractères et de signes (lettres en divers alphabets, signes diacritiques, symboles mathématiques, etc.) simulant des caractères d'imprimerie de grosseur variable pour les lettres (Romain, Bodoni, Univers, etc.) et de prédéterminer des formats d'impression avec des zones fixes d'information devant être remplies par ces caractères disposés en espacements fixes ou variables. Tous ces éléments de programme mis en réserve sont utilisés selon les instructions au moment de la production et littéralement photographiés sur papier comme en xérogaphie, mais à partir d'une image par points affichée sur écran cathodique. La seule limitation sérieuse du procédé, jusqu'à tout récemment, était la vitesse d'impression qui est relativement faible par rapport aux imprimantes à percussion, soit 240 lignes/minute à six lignes au pouce ou 360 à neuf lignes, comparativement à des vitesses de 600 à 1,600 lignes/minute pour les imprimantes rapides classiques. Toutefois le modèle XGP 1200 récemment développé, avec des performan-

ces de 4,000 lignes/minute, fait plus que déclasser ses concurrents¹⁹.

Supports physiques

Par ailleurs, le système UTL/OULCS est géré sur ordinateurs Xérox, modèles Sigma 6 et Sigma 7, logés dans la Robarts Library et utilisés conjointement pour les besoins internes de la Bibliothèque de l'Université de Toronto et les besoins du groupe interprovincial, sans compter d'autres clients externes comme le College Bibliocentre, le Metro Toronto Library Board, etc. Donc, sans être réservé (dedicated) à l'expérience-pilote de catalogage en coopération, le support informatique n'est quand même affecté qu'à des fonctions bibliographiques. Évidemment, on utilise les programmes de contrôle et d'opération de la compagnie XEROX.

Un point toujours épineux dans la mise en place d'un système en direct est le choix des périphériques ou stations terminales. Après plusieurs semaines d'hésitation causée, en bonne partie, par des délais de production, et des coûts initiaux assez élevés (\$7,500.00/pièce), on s'est enfin rallié au choix initial du LEKTROMEDIA²⁰ réduit à \$3,500.00 et promis pour la fin de janvier 1974. Toutefois, au Québec, du moins pour les premiers mois de l'expérience, on a préféré tabler sur deux modèles le LEKTROMEDIA et le VUCOM.

Activités

Calendrier de réalisation

Dans la proposition initiale du projet (voir: *A Proposal...*, annexe II) on entrevoyait la réalisation de l'expérience-pilote en deux phases s'étendant sur dix-huit mois. La première, consacrée à la planification et à l'organisation, devait se poursuivre de juillet à décembre 1973. Durant ce semestre, on prévoyait développer les normes de procédures et les manuels techniques requis, élaborer les guides d'initiation et les manuels techniques requis, élaborer les guides d'initiation des opérateurs de stations terminales, établir les profils de sortie appropriés, déterminer les stratégies et les routines d'opération, définir des mesures de contrôle et d'évaluation, préciser une politique d'imputation des coûts. La

19. «Xerox Computer Print System Capable of 4,000 lpm», *Canadian Datasystems*, vol. 5, no. 7 (July 1973), 53.

20. LEKTROMEDIA, *Specifications, LEK L112 Terminal and LEK 312 Controller*, October 22 and 31, 1973. 13 et 8 p. et corrigenda, 1 p.

18. Keith Thomas, Ken Atkinson, «U. of T. Library Pioneers Xerographic Catalogue Publishing», *Canadian Datasystems*, vol. 5, no. 3 (March 1973), 26-29.

deuxième phase, consacrée à l'implantation réelle, devait démarrer en janvier 1974 avec l'installation et l'utilisation des périphériques et se poursuivre jusqu'en décembre en situation concrète de catalogage en coopération par téléinformatique. Évidemment, on la jugeait comme la partie la plus importante de l'expérience.

Réalisations

De juillet 1973 au 15 avril 1974, les divers groupes ont tenu douze réunions, soit à Toronto, soit à Montréal ou à Québec; il y eut, de plus, quelques réunions spéciales de sous-comités (systèmes, coûts, fichiers des vedettes officielles) ou de groupes particuliers (chefs de catalogage, opérateurs de terminaux). A noter que plusieurs observateurs ont participé à ces délibérations, particulièrement les utilisateurs externes du système UTL et, fait plus significatif pour nous, des représentants de la Bibliothèque nationale du Canada. On a aussi profité de ces rencontres pour présenter des démonstrations vivantes du système. Par ailleurs, on a passé en revue les développements de l'opération, du côté ontarien d'une part lors de la première réunion du Comité-conseil pour la rationalisation des systèmes (Advisory Systems Committee) du Board for Library Coordination, le 18 décembre 1973 à Toronto — en fait, on fit le point sur l'état de développement des cinq projets courants d'OULCS²¹ — du côté québécois d'autre part lors d'une réunion régulière du Sous-comité permanent des bibliothèques de la CREPUQ à Montréal le 29 janvier 1974²². D'autres séances de révision se sont tenues à Toronto le 17 avril et à Montréal le 5 juin 1974.

Cette activité bourdonnante a permis d'atteindre, avec quelques semaines de retard, les objectifs de la première phase, même si les dossiers techniques préparés sont en constante évolution.

Les discussions ont surtout porté sur les normes minimales d'entrée en diverses situations catalographiques, la partie québécoise explorant particulièrement la stratégie de

comportement en contexte bilingue^{16,23}. C'est ainsi qu'à la séance du 26 novembre, on élaborait une politique de traitement des entrées bilingues ou, plus généralement, des entrées à variantes, à savoir: traitement catalographique normal en anglais ou en français selon la langue de travail et représentation des éléments dans les étiquettes 001 à 8XX, sauf pour les variantes représentées dans les étiquettes 9XX du MARC canadien — ces variantes s'appliquant aussi bien à des variations d'écriture dues à la translittération — et obligation de noter les variantes dès qu'on les a sous la main.

On s'est, à toute fin pratique, entendu sur l'acceptation du bordereau bilingue d'entrée des données de la Bibliothèque nationale du Canada, modifié légèrement. On a préparé, à l'intention des catalogueurs, un manuel de codification²⁴ inspiré de celui de la BNC pour l'ISBD et surtout du «Format de communication du MARC canadien»¹⁷ déjà publié en édition bilingue par le Bureau du MARC canadien. On a confié à un sous-comité la question difficile des fichiers des vedettes officielles de noms et de sujets, y compris les noms géographiques et les problèmes de translittération. On a élaboré les premiers profils particuliers de sortie sur fiches et sur listes, en s'inspirant des produits courants du système UTL^{25,26}. On a mis à l'essai un premier modèle d'évaluation statistique du système²⁷. Enfin, on a rédigé un manuel d'opération du terminal²⁸. Ces instruments divers, déjà utilisés quotidiennement dans leur version anglaise, à une exception près, seront disponibles en français à la fin de juin, de même qu'un jeu français des messages du système aux écrans d'affichage.

D'autre part, entre le 18 et le 26 février 1974, les huit premières institutions participantes — à savoir les universités Brock, Guelph, Laval,

21. OULCS... Progress Reports, October 1, 1973, pag. variée.

22. *Projet conjoint de catalogage coopératif en mode conversationnel des universités du Québec et de l'Ontario*. Rapport d'étape par Rosario de Varennes, directeur, Groupe de travail «ad hoc». Soumis au Sous-comité permanent des bibliothèques, Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Ste-Foy, Québec, janvier 1974, 17, A-E p., 30 annexes.

23. Yves Ducharme, *Rapport sur les normes minimales d'entrée*, 17 septembre 1973, 4 p.

24. *Coding Manual for the Ontario Universities' Library Cooperative Systems Monograph Demonstration Project*. Prepared by the Library Systems Unit and the Processing Division, The Libraries, The University of Western Ontario, London (Canada), January 1974, pag. var.

25. M. Schmidt, *Catalogue Card Service, OULCS Monograph Demonstration Project. Draft Specifications for Catalogue Cards*, 26 October 1973, 31 p.

26. Ralph E. Stierwalt, *Specifications for Book Form Catalogue*, 8 November 1973, 5 p.

27. Jean-Paul Gonin et Pierre Deslauriers, *Mesures statistiques des performances du système OULCS/CREPUQ de catalogage coopératif sur ordinateur*, Montréal, 26 février 1974, 8 p.

28. University of Toronto Library, *Library Automation Systems, Terminal Operator's Guide*, Feuilles mobiles régulièrement mises à jour.

McGill, McMaster, Toronto, Western Ontario et York — ont graduellement été mises en liaison directe avec l'ordinateur de Toronto et ont pu commencer à se familiariser avec les commandes au terminal et simuler des opérations réelles. Le 25 mars, le système était officiellement déclaré en vigueur avec, à ce moment-là, des fichiers-sources de l'ordre de 150,000 dossiers dont environ 25,000 en mémoire active, y compris les premières notices MARC canadiennes. Le 22 mars, on avait éliminé les quelque 130 dossiers collectifs enregistrés à l'avenant jusque-là pour repartir le fichier collectif à zéro le 25 mars. Il fut réconfortant de constater que la programmation mise à la disposition des participants répondait aux spécifications promises, et il convient de féliciter chaleureusement pour une telle réussite l'équipe technique de Toronto qui dut travailler sous pression pendant plusieurs mois. Par contre, le premier modèle de LEKTROMEDIA ne comportait pas, tel que convenu, les signes diacritiques; la situation fut corrigée en avril.

La prochaine étape critique à franchir est l'extension du système à d'autres institutions dès que sera disponible le multiplexeur (cluster) permettant la liaison multipoint de huit périphériques sur une même ligne de télécommunication. Ce développement est prévu pour juin ou juillet 1974. On travaille présentement à compléter ce dossier technique.

Somme toute, les seuls accroc sérieux à l'échéancier jusqu'à la mi-avril ont été, d'une part un retard de livraison des LEKTROMEDIA de près de deux mois, d'autre part la mise en veilleuse du sous-comité sur les systèmes et les coûts par suite de la maladie subite, l'été dernier, du responsable principal, K.R. Frost²⁹.³⁰ Au départ, il s'agissait de deux sous-comités distincts, mais on en vint vite à la conclusion que les deux étaient tellement apparentés qu'il valait mieux les fondre en un seul. Le problème de la reviviscence de ce groupe de travail a été soulevé à la réunion du 18 décembre 1973 du Advisory Systems Committee et il a été recommandé d'en faire un sous-groupe de travail (Sub-Group on Modelling and Cost Analysis) du Board for Library Coordination, donc à un échelon supérieur. Le dossier de travail sur une politique des prix à l'intérieur d'OULCS préparé par ce sous-groupe en mars 1974 était à l'ordre du jour de la réunion du 17 avril du Advisory Systems Committee.

29. K.R. Frost, *Model Sub-Committee Report*, August 3, 1973, 6 p.

30. *Monograph Demonstration Project. Costing Sub-Committee Report*, August 1, 1973, 29 p.

Financement

Présentement, l'expérience-pilote est financée, en Ontario, par une subvention de \$386,000.00 du Ministry of Colleges and Universities³¹ et, au Québec, par une allocation de \$200,000.00 chargée aux membres de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec au prorata^{13,32,33}. Il est prévu qu'à l'expiration de l'année-test 1974, l'opération émerge au budget de fonctionnement des bibliothèques participantes.

Conclusion

Même si des systèmes similaires, en particulier celui du Ohio College Library Center, ont prouvé amplement la rentabilité d'une aventure comme la nôtre, il serait toutefois prématuré d'escompter des profits et des économies réelles qui résulteront de l'opération avant de l'avoir concrètement mise à l'essai pendant une bonne année, en raison de la configuration spéciale de notre système et des coûts cachés qu'il peut recéler.

Néanmoins, on peut déjà prévoir le recouvrement de certaines dépenses courantes du fait de la participation à ce programme coopératif. Par exemple, il ne sera pas nécessaire que chacun s'abonne aux services de bandes des MARC nationaux; éventuellement on pourra abandonner la souscription auprès d'Information Dynamics du Système MCRS, ou auprès de LC pour les catalogues courants sous forme de volumes; on pourra discontinuer l'envoi individuel de fiches de nouveautés au fichier collectif national, cela pouvant se faire globalement par bandes magnétiques à partir du fichier collectif du système; on n'aura plus à s'occuper de toutes les phases manuelles de production des fiches de catalogue, celles-ci arrivant directement et prêtes pour l'intercalation, etc. On trouve déjà, là, l'économie de plusieurs milliers de dollars.

Toutefois, il ne faut pas s'arrêter uniquement à ces avantages matériels. Il faut aussi s'efforcer de concevoir toute une gamme de services et de ressources à une plus haute échelle, rendus possibles grâce à un réseau de télécatalogage.

31. «Co-operative Library Proposal Accepted», *University Report*, Ontario Ministry of Colleges and Universities, University Affairs Division (December 1973), 3-4.

32. *OULCS/SCBUOQ... Budget*, 29 août 1973, 3 p. (Adopté le 20 septembre 1973).

33. Mémo de Hubert Perron, agent de recherche et de planification, et de Richard Pérusse, directeur des services, CREPUQ, le 14 février 1974; objet: *Projet-pilote d'automatisation des bibliothèques: Révision du budget adopté le 20 septembre 1973*, 2, 6, 3 p.